



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Member of ChildFund Alliance



Projet Promotion de l'accès des filles à un Système Educatif et de Formation Professionnelle de qualité (PROMESSE-FP)

ANNEE : 2022

RAPPORT SYNTHÈSE ANNUEL

1^{ER} JANVIER – 31 DECEMBRE 2022



1

¹ Deux bénéficiaires en formation dans un atelier de mécanique deux et trois roues dans la ville de Dori 2022, région du Sahel. Crédit photo : NABALOUM Sebatou, Chargée de communication de Solidar Suisse Burkina



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



1. CONTEXTE DU PROJET

Mis en œuvre depuis le 1er mai 2021, le projet « Promotion de l'accès des filles à un Système Éducatif et de Formation Professionnelle de qualité (PROMESSE-FP) » est porté par le consortium d'ONG (Solidar Suisse- Educo – Aflatoun). Financé par l'ambassade du Royaume des Pays Bas au Burkina Faso, le projet a pour objectif principal d'améliorer l'accès des filles et des femmes des régions d'intervention à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité et à des revenus décents.

Le présent rapport fait le point de l'évolution de la mise en œuvre du projet au 31 décembre 2022. Année décisive dans la mise en œuvre du projet, 2022 devait permettre de rattraper le retard de démarrage qu'a connu le projet en 2021 tout en mettant en œuvre le plan d'action 2022. Les éléments de contexte de l'année 2022 se sont révélés très contraignants pour le projet :

- La politique du pays a connu une perturbation importante avec l'avènement de deux coups d'états militaires (le premier le 24 janvier et le second le 30 septembre) qui ont entraîné la rupture de l'ordre constitutionnel normal et la mise en place d'un régime de transition dirigé par l'armée.
- Les changements de régime par la voie des armes ont conduit certains partenaires du pays à adopter une position de réserve sur leurs actions de développement dans le pays. C'est le cas du ministère des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas avec le non-déblocage à date (avril 2022) du financement du projet PROMESSE-FP pour l'année 2022. Le déboursement était fait en décembre 2022.
- La situation sécuritaire est restée préoccupante dans le pays et singulièrement dans les régions d'intervention du projet (Nord, Centre Nord, Est et Sahel). Au 31 décembre 2022, la situation avait contraint 1 882 391 personnes² à se déplacer à travers le pays soit une augmentation de 19,14% par rapport aux données du 31 décembre 2021. Les régions d'intervention du projet viennent toujours en tête en termes de nombre de PDI soit 26,4% pour le Sahel, 25,2% pour le Centre Nord, 13,3% pour le Nord et 10,9% pour la région de l'Est.

Malgré ce contexte sécuritaire, politique et financier difficile, les membres du consortium, souvent sur fonds propres ont assuré la continuité de la mise en œuvre des activités du projet sur le terrain avec des résultats importants.

2. RESUME EXECUTIF DE LA PERIODE

L'année 2022 a été une année difficile mais majeure dans la mise en œuvre du projet. Malgré le contexte, 2022 a été l'occasion d'ancrer solidement les actions du projet dans les zones d'intervention. L'engagement des acteurs (consortium, partenaires locaux, partenaires étatiques et bénéficiaires) a permis d'engranger des résultats notables (*se référer à l'annexe 2 du présent rapport pour les détails sur les activités*).

Le dispositif de suivi évaluation du projet a connu une évolution importante à travers la formation des membres du consortium et des partenaires locaux pour le suivi digital à travers la plateforme Delta Suivi Evaluation, et la tenue de la première session du comité de pilotage. Ce Comité de Pilotage³ est un organe technique de suivi et d'orientation de la mise en œuvre de PROMESSE-FP. Cette première session a permis de regrouper les partenaires institutionnels (ministères, services déconcentrés et structures techniques spécifiques) et les ONG partenaires pour débattre des questions touchant l'exécution du projet. Sa tenue renforce de la dynamique partenariale qui sous-tend la mise en œuvre du projet.

Résultat 1.1 : 14 000 élèves de 40 établissements post primaire et secondaire et 1 200 apprenantes de 10 CEFP ont accès à une éducation sociale et financière et des compétences de vie courante

² Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation (CONASUR), Situation humanitaire au 31/12/22

³ Les contraintes rencontrées dans la mise en place et de la tenue régulière de ce cadre obligent à change de format de l'activité dans le cadre de la révision du projet. A sa place, on aura une revue annuelle du projet qui est beaucoup plus souple en terme d'organisation.



SUISSSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



Le processus de révision et d'amélioration des contenus du curricula d'éducation sociale et financière pour l'éducation formelle entrepris en 2021, a été finalisé et validé, avec la production d'un manuel en collaboration avec les autorités éducatives afin de garantir leur adéquation avec les besoins de l'enseignement formel post primaire et secondaire au Burkina Faso. La phase de mise en œuvre a commencé en novembre 2022 avec l'utilisation de ces contenus dans les établissements pilotes. A cet effet, 200 copies des nouveaux manuels sur l'éducation sociale et financière ont été mis à la disposition de ces écoles du post primaire et secondaire. Les feedbacks des acteurs sur le terrain et des partenaires techniques après implémentation sont attendus en fin d'année scolaire (juin 2023) pour d'éventuels réajustements. Dans le but de faciliter l'utilisation du manuel sur l'éducation sociale et financière dans les établissements post-primaire et secondaires, 90 formateurs et facilitateurs (63 hommes et 27 femmes soit 25% de la cible globale du projet) issus des directions de l'enseignement post-primaire et secondaire, ont été formés par le projet.

Résultat 2.1 : 5 700 filles et femmes dont 1 200 filles et femmes de 16 à 19 ans, qui sont exclues du système éducatif, 3 000 filles et femmes qui bénéficient d'un apprentissage de métier et 1 500 femmes du secteur informel qui dont les compétences sont renforcées, ont une meilleure insertion socioprofessionnelle

Le processus de révision et d'amélioration du contenu des modules sur les compétences de vie courante pour la formation professionnelle a été achevé avec la production d'un manuel répondant au besoin de ce secteur. 57 copies du manuel ont été mis à la disposition des acteurs pour la phase d'implémentation dans les centres de formation. A ce jour, les compétences en matière d'éducation sociale et financière de 92 acteurs dont 30 formateurs (18H/ 12F) certifiés et 62 facilitateurs (38H/24F) ont été renforcées pour accompagner la mise en œuvre du projet en général et particulièrement dans la mise en œuvre de l'éducation sociale et financière dans le cadre de la formation professionnelle.

Dans le cadre de la mise en œuvre des centres d'éducation et de formation professionnelle (CEFP), 2022 a vu la mise en place effective de 10 centres dont 05 sont de nouvelles infrastructures construites par le projet. Répartis sur les 04 régions d'intervention, ces dix centres ont permis au cours de l'année, la formation de 388 filles (32% de la cible globale du projet) dont 34% de PDI sur 04 métiers porteurs (embouche ovine, coiffure esthétique, tissage à base de fil plastique et de perle, saponification).

Le processus de formation de courte durée des filles s'est poursuivi en 2022. Une nouvelle cohorte de 570 (300 pour Solidar + 270 pour Educo) jeunes filles et femmes dont 197 PDI a été placée dans des ateliers d'apprentissage auprès de maîtres artisans. Identifiés dans les régions et dont les capacités ont été renforcées sur les techniques pédagogiques de transmission des connaissances, l'utilisation des guides de formation développés et sur des thématiques transversales telles que l'hygiène, environnement et la sécurité au travail. En fin 2022, ce sont au total 1370 filles dont 499 PDI (36.42%) qui bénéficient de cette approche de formation dans le cadre du projet PROMESSE-FP. Cela représente un taux satisfaisant de 45.66% d'atteinte par rapport à la cible globale du projet nonobstant le contexte difficile de mise en œuvre des activités depuis le début du projet.

En plus de cette cible, la période écoulée a connu l'identification et la formation en embouche ovine et au maraichage de 250 autres filles et femmes dont 87 PDI de 19 à 35 ans. Ce qui porte à 500 filles et femmes sur les deux premières années du projet, le nombre de filles et femmes ayant bénéficié de formations et d'appui dans le secteur agrosylvopastoral. Ces 500 femmes ont bénéficié de kits de production collectifs et individuels et conduisent leurs activités génératrices de revenus sur la base de ces appuis du projet.

Parmi ces bénéficiaires du projet, 1235 dont 450 femmes du secteur informel ont bénéficié dans la même période d'un renforcement de leurs capacités à l'usage des TIC pour la promotion de leurs activités. Elles ont également été formées en entrepreneuriat, gestion d'entreprise et leadership féminin.



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



La contrainte budgétaire qu'a connu le projet en 2022 n'a cependant pas permis de donner à tous les bénéficiaires ayant droit, les kits d'installations prévu par le projet. Pour ceux-là donc, l'appui sera effectif dans le premier trimestre de l'année 2023. Il s'agit notamment des sortantes 2022 des 10 centre de formation, les cohortes 2021 et 2022 de filles ayant été formé auprès des maitres artisans.

Résultat 2.2 : 9 925 filles et femmes du secteur informel ont accès à une formation de qualité et des opportunités de diversification de leurs sources de revenus

Dans le cadre de la promotion de l'accès des filles et femmes du secteur informel à une formation et à des opportunités de diversification de leurs sources de revenus, 78 filles et femmes dont 16 PDI de 19 à 35 ans propriétaires d'entreprise, ont bénéficié de la dotation de matériels d'appoint pour le renforcement de leurs unités de production. Avec les 75 autres de 2021, ce sont 153 filles au total (dont 35 PDI soit 22,87%) soit 51% de la cible globale du projet qui ont bénéficié de renforcement de capacités. Les compétences techniques reçues par la formation plus les équipements devront leur permettre de mieux développer leurs activités et générer davantage de revenus qui amélioreront leurs conditions de vie.

En outre, dans le cadre de la recherche de l'amélioration des revenus des filles et des femmes, 270 groupes VSLA ont été mis en place en 2022, portant à 388, le nombre de groupes VSLA mis en place et dotés de kits depuis le début du projet (118 en 2021 et 270 en 2022). Ces groupes sont composés de 10 823 filles et femmes membres dont 3443 PDI (31.81%) et ont mobilisé au 31 décembre 2022, la somme de 251 519 365 FCFA en terme d'épargne avec 103 820 000 FCFA (41.27%) de crédit octroyé à 6 881 membres (53.59%) pour le renforcement de leurs activités économiques. Sur les 388 groupes mis en place, 140 ont procédé au partage des parts au titre de l'année 2022. Les animateurs (18 dont 09 femmes) des groupes ont aussi renforcé leur capacité sur l'entrepreneuriat, la communication parent-adolescent sur la sexualité pour l'animation des groupes VSLA.

Résultat 3.1 : 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle ont une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive et bénéficient d'une protection contre les VBG (mariage des enfants, grossesses non désirées, etc.) avec le soutien des parents.

Dans le cadre de la contribution des élèves à la promotion de la santé sexuelle et reproductive (SSR), 9 700 élèves des membres des clubs genre sensible (CGS) ont été formés sur les modules de l'éducation à la vie familiale (EVF). En rappel, ce sont au total 200 clubs genre sensible répartis à travers les 04 régions, qui ont été mis en place par le projet dans les établissements post primaire et secondaires, soit 155 en 2021 et 45 en 2022 : 80 clubs au Nord avec 4000 membres dont 3200 filles, 51 clubs au Centre Nord avec 2550 membres dont 2040 filles, 24 clubs au Sahel avec 1200 membres dont 960 filles et 45 clubs à l'Est avec 2250 membres dont 1800 filles. Au niveau des centres d'éducation et de formation professionnelle (CEFP), 10 clubs amazone ont été mis en place avec un effectif de 40 filles chacun. Pour la promotion d'une gestion hygiénique des menstrues, les membres de ces clubs ont bénéficié d'une formation à la confection de serviettes hygiéniques réutilisables. 2650 kits GHM ont également été acquis et distribués aux jeunes filles des 200 établissements cibles du projet et les bénéficiaires de la formation professionnelle, portant le nombre de kits distribués dans le cadre du projet à 5000, sur une cible de 10 000 pour la durée du projet.

Les supports de communication sur la SSR dont le processus d'élaboration a été entamé en 2021 ont été finalisés en 2022 et les clubs genre sensible des 200 établissements scolaires cibles du projet ont été dotés de boîtes à images et d'une clé USB contenant des vidéos de sensibilisation telles que « Dire non franchement », « Poko, l'espoir d'une famille », « les premières menstrues de Maria », « les Aventures de Yasmine ».

Dans le cadre de la contribution des populations à la promotion de la SSR, 174 points focaux issus de 160 centres de santé et de promotion sociale (CSPS) des districts sanitaires de Boussouma (24), Kaya (24), Tougouri (18), Dori (30), Yako (52) et Séguénéga (26), ont bénéficié d'un



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



renforcement de capacités sur la SSRAJ (les conséquences des rapports sexuels précoces, les grossesses non désirées, les IST/VIH/SIDA, la faible fréquentation des services de santé par les adolescents/jeunes, ...) et l'approche transformative genre. Cela porte le nombre total de points focaux formés à 318 (99.37%). Les 160 CSPS ont bénéficié cette année d'appuis financiers pour la conduite d'activités de sensibilisation des communautés sur les questions de la SSR. 24 512 personnes (10 291 hommes et 14 221 femmes) ont été touchées par les sensibilisations des 320 points focaux, avec un taux de réalisation de **72,11%** par rapport à la cible globale du projet. Aussi, 200 Agents de Vie Scolaire (AVS) dont 70 femmes et 05 chefs de service de l'éducation inclusive dont 04 femmes, ont été formés sur les modules de l'éducation à la vie familiale (EVF), ils devront accompagner les différents clubs dans la mise en œuvre de leurs plans d'actions. Mais la formation de 208 enseignants et les conseillers d'éducation issus des 40 établissements post primaire et secondaire sur la SSRAJ qui était conditionnée par la finalisation des fiches pédagogiques après l'adoption du document national d'orientation de l'éducation à la vie familiale (DNO-EVF) n'a malheureusement pas pu être réalisée, les fiches pédagogiques n'étant toujours pas prêtes.

Résultat 4.1 : Des études de cas et des capitalisations des bonnes pratiques PROMESSE-FP sont produites et diffusées au niveau national et mises à disposition des acteurs et réseaux concernés.

Le processus de capitalisation des actions du projets, engagé depuis la première année s'est poursuivi durant l'année 2022. Des partenariats ont été noués avec des structures spécialisées, des workshops de réflexion et de cadrage sur la capitalisation ont été organisés et des outils de collecte de données ont été développés.

Au niveau de Solidar Suisse, un atelier sur le processus de capitalisation a été organisé au début d'année 2022 avec les différents acteurs pour une meilleure compréhension des approches à capitaliser et améliorer la planification pour garantir la disponibilité de toutes les informations nécessaires sur les différentes approches. Les activités clés du projet seront captées pour la capitalisation globale du projet. Cette collaboration se fera en continu durant la vie du projet. Un canevas de collecte des études de cas a été adopté lors de la première rencontre trimestrielle 2022 des membres du consortium par les acteurs du projet (**voir en annexe 3 : histoires de vie de bénéficiaires du projet**). Après la première édition produite en 2021 qui présentait le projet, ses objectifs, axes d'intervention et approches promues, l'édition n°2 du "journal PROMESSE-FP" a été engagée et va présenter quelques résultats déjà obtenus. La contrainte financière durant l'année 2022 n'a pas permis l'aboutissement de ce dossier au cours de 2022.

Au niveau de Aflatoun, le processus de recrutement d'une structure comme partenaire de recherche qui réalisera des études de cas sur l'approche Aflatoun est également achevée. Il s'agit du African Center for Higher Studies in Management / Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG). Les études de cas serviront à capitaliser les bonnes pratiques tout au long de l'exécution du projet. Le plan et l'approche de travail ont été validés mais la contrainte financière qu'a connu le projet n'a pas permis d'aller plus loin en 2022.

Educo de son côté a organisé un atelier d'harmonisation du processus et des outils de capitalisation qui a permis l'identification des objets de capitalisation et d'un chronogramme de capitalisation.

Résultat 4.2 : Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales et le Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi au Burkina Faso intègrent l'éducation aux Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR dans les curricula nationaux

L'année 2022 a connu une avancée dans le processus d'intégration de l'éducation sociale et financière dans les curricula de l'enseignement post-primaire et secondaire. Trois ateliers d'orientation pour l'intégration de l'approche Aflatoun dans les curricula, animés par une équipe compétente d'experts en intégration et en formation, ont permis (i) de présenter une orientation globale sur l'éducation financière, ainsi que sur les mécanismes et l'approche d'intégration nationale, (ii) de discuter de l'ensemble des faiblesses et des opportunités des différents types



**SUISSE
SOLIDAR**

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



d'intégration, afin d'identifier le processus de l'intégration adapté au contexte du Burkina Faso et (iii) d'avancer dans une direction unie vers l'infusion des modules d'éducation sociale et financière dans les curricula nationaux pour les différents ordres d'enseignement en termes de thématiques, compétences, leçons et disciplines dans les curricula nationaux à 3 niveaux différents : préscolaire et primaire – post-primaire et secondaire – Formation professionnelle. Les ateliers ont regroupé les principaux acteurs clés des Ministères en charge de l'éducation et de la formation professionnelle. Un comité national de suivi du processus d'intégration (CNSI)⁴ de l'éducation sociale et financière dans les curricula nationaux a été mis en place à la suite du deuxième atelier. Son bon fonctionnement assurera une visibilité aux différentes actions d'éducation sociale et financière sur le terrain et le développement organique durable du processus d'intégration depuis le système. La liste finale des thèmes d'éducation financière pour l'enseignement secondaire est arrêtée, les cadres pédagogiques et objectifs d'apprentissage sont conçus, les disciplines d'accueil de l'éducation financière sont clairement identifiées et soumises à validation et quelques séquences pédagogiques de l'éducation financière sont conçues.

Deux sessions de formation de formateurs ont par la suite permis de disposer d'une expertise nationale en éducation sociale et financière pour accompagner la mise en œuvre du projet et intégrer correctement les thèmes de PROMESSE-FP au niveau des curricula nationaux de l'éducation formelle post-primaire et secondaire ainsi que l'éducation non formelle, de la formation technique et professionnelle. Cinquante (50) maîtres formateurs/acteurs nationaux (38H/12F) composés d'inspecteurs, d'équipes techniques au sein des structures nationales et pédagogiques de l'éducation formelle et de la formation professionnelle, de promoteurs de la finance inclusive au Burkina Faso ont été certifiés.

3. NIVEAU D'EXECUTION DU BUDGET

Le rapport financier au 31 décembre 2022, fait ressortir des dépenses à hauteur de € 2 429 745 soit un taux d'exécution annuel de 92% (par rapport au budget plan annuel 2022). Le niveau d'exécution cumulé du projet à la même date est de 38% contre une cible de 56%. Ce faible taux d'exécution se justifie par le retard de déblocage des fonds par l'ambassade en 2022. Le transfert de fonds de l'ambassade n'a été effectif qu'au mois de décembre 2022. Ce retard pourra être rattrapé en 2023.

4. IMPLICATION DES BENEFICIAIRES ET DES AUTRES TITULAIRES

La réussite de la mise en œuvre du projet étant conditionnée par une participation réelle de toutes les parties prenantes, l'année écoulée a encore été l'occasion d'impliquer ces acteurs à différents niveaux de la mise en œuvre des activités du projet.

Au niveau national, la tenue de la rencontre trimestrielle bilan des membres du consortium et l'organisation de la première session du comité de pilotage du projet ont été des occasions pour réunir les différentes parties prenantes afin d'examiner l'état de mise en œuvre du projet en 2021, discuter des plans et budgets 2022 et des perspectives. Ces cadres de rencontre ont permis de collecter et prendre en compte les avis et recommandations de tous les acteurs dans le but d'améliorer la mise en œuvre et de favoriser l'atteinte des objectifs du projet.

Au niveau local avec les partenaires de mise en œuvre, les services techniques déconcentrés du Ministère de la jeunesse et de l'emploi, du Ministère de l'éducation, du Ministère de la santé, du Ministère de l'action humanitaire et les organisations professionnelles ont été impliqués dans les processus d'identification des bénéficiaires et le suivi de leur formation dans les centres et ateliers. Des Assemblées Générales (AG) communautaires ont été organisées dans le cadre de la mise en place des groupes VSLA pour expliquer la méthodologie de l'approche VSLA et solliciter leur adhésion et accompagnement pour la réussite des activités. Les bénéficiaires participent activement aux activités, à l'entretien de leur cadre de formation et font remonter des informations à l'équipe du projet pour toute difficulté et insuffisance constatée dans la conduite des formations

⁴ Le CNSI est composé de 10 membres représentant les structures clés impliquées dans le processus d'intégration de l'ESF dans les curricula d'enseignement et de formation professionnelle.



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



notamment avec les formateurs et les Maîtres artisans et cela permet de pallier aux difficultés pour une meilleure atteinte des résultats. Des cadres d'interaction entre bénéficiaires pour le partage d'informations, ont été mis en place avec le réseau social WhatsApp.

5. CHRONOGRAMME, CHANGEMENTS ET MODIFICATIONS

La mise en œuvre du plan d'action 2022 a été impacté par la contrainte financière qu'a connu le projet. En effet, le déblocage tardif des fonds 2022 du fait de la situation socio-politique du pays n'a pas permis une mise en œuvre sereine des activités planifiées pour 2022. Cela a eu un impact sur le calendrier général de mise en œuvre des activités du projet dans son ensemble d'où le report en 2023 de certaines activités notamment les acquisitions des kits d'installation et de renforcement au profit des bénéficiaires en fin de formation dans les activités 2.1.5, 2.1.7, 2.2.1, les sessions de formation des acteurs dans les activités 0.2, 1.1.2, 1.1.3, 2.1.2.

6. REUSSITES

Malgré le contexte national et la situation financière difficile que le projet a connu durant toute l'année, les efforts consentis par le consortium sur le plan financier à travers des préfinancements et la détermination de l'équipe de projet ont permis d'enregistrer des acquis :

- Les 10 centres prévus par le projet sont aujourd'hui fonctionnels et ont accueilli la première cohorte de 388 filles sur les 1200 attendues, avec un taux de réalisation satisfaisant de 32,33%,
- Malgré les difficultés rencontrées depuis 2021 pour la tenue du Comité de pilotage du projet, la première session s'est tenue en 2022 et a connu la participation des acteurs étatiques qui ont rassuré le projet de leur accompagnement,
- Même si les formations des agents de santé sur les modules de l'EVF n'ont pas pu se tenir, le motif de satisfaction est la prise en compte des compétences de vie courantes telles que promues par le projet, dans les contenus de l'EVF grâce à la participation des acteurs du projet à leur élaboration,
- 58.69% (108) des 184 maîtres artisans formés et engagés dans le cadre de la mise en œuvre de l'approche de formation professionnelle de courte durée sont des femmes.

7. GESTION DU PROJET

a. Défis principaux/Difficultés

La mise en œuvre du projet en 2022 a été confrontée à trois principaux défis : la situation sécuritaire difficile, la crise politique et le financement retardé du projet :

- **La situation sécuritaire** : l'insécurité due aux actes de terrorisme a continué durant toute l'année 2022. Les zones de mise en œuvre du projet sont celles qui sont les plus impactées par la situation sécuritaire. Toute chose qui a eu un impact sur la mobilité des équipes et la mise en œuvre de certaines activités. Cependant, le renforcement des équipes des partenaires locaux a permis la continuité de la mise en œuvre des actions du projet malgré le contexte.
- **La situation politique nationale** : les deux coups d'états militaires (24 janvier et 30 septembre) ont mis le pays dans une situation de transition dirigée par les militaires. Ces différents changements non constitutionnels entraînent une instabilité institutionnelle et administrative qui a eu un impact sur la mise en œuvre des actions du projet qui nécessitent la collaboration et l'implication des partenaires étatiques au plus haut niveau (ministères, directions techniques).
- **Le financement du projet** : La mise en œuvre du projet a été ralenti par la contrainte financière engendrée par le non déblocage des fonds pour le financement du plan annuel 2022. En effet, la situation socio-politique du pays a entraîné un déblocage tardif (décembre 2022) des fonds pour la mise en œuvre des activités de l'année 2022. Face à cette situation, les membres du consortium ont adopté des mesures de précaution en réduisant les engagements tout en préfinançant quelques activités de routine et le fonctionnement.



SOLIDAR
SUISSSE

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE

b. Gestion des risques



Risque	Évaluation du risque (Faible/moyen/élevé)	Influence sur les résultats de l'activité	Mesures d'atténuation
Accroissement des attaques des groupes armés dans la zone du projet	Élevé (H) Les actions des groupes armés s'intensifient et s'étendent à plus de localités, rendant difficile voire impossible la réalisation des actions de développement.	<ul style="list-style-type: none"> Inaccessibilité des zones du projet entraînant la non mise en œuvre des activités planifiées Limitation des sorties terrain pour le suivi des activités par le personnel projet Retard dans la mise en œuvre des activités Report/Annulation d'activités dans certaines localités 	<ul style="list-style-type: none"> Suivi régulier et exploitation des alertes sécuritaires Evaluation sécuritaire avant chaque mission sur le terrain ayant abouti quelques fois à une annulation ou un changement d'itinéraire. Contact permanent avec l'ambassade pour discuter des changements dus au contexte
Bouleversements socio-politiques dans le pays	Elevé (H) La persistance de la crise sécuritaire a un impact sur la gouvernance politique et vice versa. Cette situation peut entraîner des remous sociaux et une instabilité politique dans le pays.	<ul style="list-style-type: none"> Arrêt du financement du projet par le bailleur Retard dans la réalisation de certaines activités du projet Non atteinte des objectifs du projet 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la communication et du contact avec le bailleur Réduction des engagements dans le cadre des actions du projet

c. Evaluation des résultats, partage et apprentissage

Malgré le contexte difficile, le niveau d'atteinte des résultats est très satisfaisant comme l'atteste le tableau en annexe : **état de mise en œuvre détaillée des activités**. Des efforts ont été fournis par les membres du consortium et les équipes de projet dans la documentation des bonnes pratiques, leçons apprises, histoires de vie et les réussites (**voir quelques cas en annexes**). L'évaluation à mi-parcours, initialement prévue pour l'année 2022 et qui devait permettre d'apprécier le niveau de progression du projet vers ses objectifs n'a pas pu se réaliser au regard du retard de démarrage et des contraintes financières que le projet a connues. L'évaluation va être fait en 2023 à la charge de l'ambassade.

d. Mécanismes SEAR utilisés

Le plan SEAR du projet a été validé dès le premier trimestre de l'année 2022. Au cours de l'année, le mécanisme de suivi évaluation a été implémenté à travers les points suivants :

- La mise en place de la plateforme de suivi digital du projet (Delta Suivi-Evaluation) et le renforcement des équipes du projet à son utilisation,
- La tenue de la rencontre trimestrielle de l'équipe projet pour apprécier le niveau d'exécution du projet avec les membres du consortium et les partenaires locaux,
- Les sorties de suivi des activités et des bénéficiaires du projet sur le terrain,
- Le renforcement des capacités du staff projet sur les outils de capitalisation et de collecte de données sur les actions du projet,
- L'élaboration des rapports d'activités du projet.

e. Sécurité et sureté

La situation sécuritaire est restée préoccupante durant toute l'année 2022. Les actes de terreur des groupes armés à l'encontre des populations ont continué sur l'ensemble du pays et particulièrement dans les zones d'intervention du projet. Toute chose qui a eu un impact sur la mise en œuvre des activités du projet. Certaines zones des régions sont presque inaccessibles (Gorom-Gorom dans le Sahel et Gayéri dans la région de l'Est).

Dans ce contexte, des mesures de sureté sont adoptées pour veiller spécifiquement à la protection des équipes et des matériels contre tout acte de malveillance. Au niveau des membres du



SUISSE
SOLIDAR

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



consortium, des responsables sécurité veille à la mise en œuvre des mesures de sûreté pour les équipes dans le cadre des activités du projet. Il en est de même chez les partenaires locaux du projet qui en plus du renforcement de capacités de leurs équipes sur la question, ont des points focaux sécurité qui jouent le même rôle.

8. ACTIONS MENEES DANS LE VOLET GENRE TRANSFORMATIF

Dès la première année, les acteurs du projet ont vu leurs capacités renforcées sur l'approche genre transformatif. Dès lors chaque acteur a été engagé à fournir des efforts pour l'intégration de l'approche dans toutes les actions du projet. Au cours de l'année, des activités incluant le concept de genre transformatif ont été conduites. Il s'agit de la formation des animateurs des groupes VSLA, la formation des bénéficiaires du projet à l'usage des TIC, sur le leadership féminin et développement personnel et l'entrepreneuriat.

9. ACTIONS DE VISIBILITE

La visibilité des actions du projet a été assurée durant la période écoulée par des reportages télé, des publications dans la presse écrite et en ligne, des publications sur le réseau social Facebook, la production et la distribution de gadgets divers :

1. Formation des bénéficiaires à l'usage des TIC rendue visible grâce à des articles publiés en ligne sur les pages Facebook :
https://m.facebook.com/story.php?story_fbid=pfbid02CnMgkXGUA32pADMb5MFjWN2ruqs5kKghYe1NkzbeSXgCwPHaiov1XayqWE5xiZ9jI&id=1409713065721693
<https://www.facebook.com/998369966981741/posts/pfbid0K1WvbCiRYXZp3GreLPnfsChzTpFJVczw3moCkhZZcFKomceUFTYz8tffkyWjdJLI/>
2. 1^{ère} session du comité de pilotage du projet, 30 juin 2022 à Ouagadougou :
<https://lefaso.net/spip.php?article114411>
<https://www.facebook.com/1409713065721693/posts/8474647279228201/>
3. Atelier de formation sur la plateforme de suivi digitalisé Delta Suivi-Evaluation Kaya, région du centre Nord : <https://www.facebook.com/1409713065721693/posts/8335795139780083/>
4. Remise de volaille et de caprins à des jeunes filles et femmes formées en aviculture et embouche de petits ruminants dans le cadre du projet :
<https://www.facebook.com/1409713065721693/posts/8084430364916563/>
5. Rencontre intra-consortium du 1^{er} avril 2022 à Ouahigouya dans la région du Nord :
<https://www.facebook.com/1409713065721693/posts/8040946662598267/>

10. PLAN DE LA PERIODE SUIVANTE

Le plan de travail de l'année 2023 sera dépendant du processus de révision du projet. L'ambassade a souhaité que le projet soit révisé et aligné aux objectifs stratégiques du programme Skills and Job. La révision du projet conformément aux exigences de l'ambassade est le premier défi de la période à venir. De cette nouvelle version du projet découlera le nouveau plan d'action pour l'année 2023. La mise en œuvre du plan d'action 2023 devra relever aussi le défi de rattraper le retard accusé en 2022 du fait de la contrainte financière que le projet a connu.

11. ANNEXES

1. Rapport financier 2022
2. Etat détaillé de mise en œuvre des activités du projet au 31 décembre 2022
3. Images de réalisations d'activités
4. Journal des risques



ANNEX 2

ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES AU 31 DECEMBRE 2022

Résultats attendus	Activités poursuivies (Activités du cadre logique)	Cible Projet	Cible atteinte en 2022	Cible Totale atteinte	Taux %	Contribution aux résultats (y.c. des commentaires si nécessaires) (Activités réalisées)
Activités transversales						
Activité 0.1 : Lancement officiel du projet	01 Evènement	00	01	100%		Une cérémonie a été organisée le 09 juillet 2021 à Ouagadougou et a regroupé les différentes parties prenantes au projet : membres du consortium, partenaires locaux, bénéficiaires, acteurs étatiques, professionnels.
Activité 0.2 : Renforcer des capacités des membres du consortium sur l'approche Aflatoun	01 Atelier	00	00	00%		Cette activité qui vise à permettre aux acteurs du projet d'avoir une meilleure connaissance de l'approche d'éducation sociale et financière promue par Aflatoun International n'a pas pu se tenir à cause de la non-disponibilité de fonds. Dans le cadre de la révision du projet, cette activité a finalement été retirée.
Activité 0.3 : Renforcer des capacités des membres du consortium sur la gestion des projets sensible aux conflits	01 Atelier	00	01	100%		Une session de formation a été organisée les 12 et 13 octobre 2021 à Kaya.
Activité 0.4 : Renforcer des capacités des membres du consortium en approche transformative genre	01 Atelier	00	01	100%		Une session de formation a été organisée à Ouahigouya les 27 et 28 octobre 2021.
Activité 0.5 : Renforcer les capacités des membres du consortium sur le suivi évaluation basée sur l'approche AKVO	01 Atelier	01	01	100%		En lieu et place de AKVO, c'est la plateforme Delta Suivi Evaluation qui a été retenue dans le cadre de la mise en place du dispositif de suivi digitalisé du projet. A ce titre, un atelier d'appropriation de la plateforme a été organisé les 31 mai et 1er juin 2022 à Kaya. L'atelier a permis aux membres du consortium et les partenaires locaux de se familiariser avec la plateforme Delta Suivi Evaluation et de s'exercer à son utilisation. Les données de base du projet y ont été intégré permettra à chaque mise à jours des résultats de suivre la progression du projet.
Activité 0.6 : Etude de base du projet	01 Etude	00	01	100%		Réalisée en 2021

<p>Activité 0.7 : Rencontres trimestrielles intra-consortium de bilan</p>	<p>15 Rencontres</p>	<p>01</p>	<p>03</p>	<p>20%</p>	<p>Les contraintes budgétaires liées au non-déblocage des fonds 2022 par le bailleur ont entraîné une priorisation des activités. Seule la rencontre du premier trimestre a pu se tenir les 30 mars et 1^{er} avril 2022 à Ouahigouya. Au vu du retard et des contraintes rencontrées, la cible de 15 rencontres au cours de la vie du projet ne pourra pas être atteinte. La cible sera donc revue à la baisse dans le cadre de la révision du projet.</p>
<p>Activité 0.8 : Rencontres du Comité technique de suivi (CTS)</p>	<p>04 Rencontres</p>	<p>01</p>	<p>01</p>	<p>25%</p>	<p>L'instabilité administrative liée aux différents changements politiques (plusieurs changements d'acteurs au niveau institutionnel, coups d'état de janvier et septembre) a constitué l'obstacle majeur depuis le lancement du projet. Cela a retardé le processus de mise en place de cet important dispositif de pilotage du projet. Relancé en début 2022 et par anticipation à la signature officielle de l'arrêté de mise en place, la première session du comité de pilotage du projet (CoPil) s'est tenue le 30 juin 2022 à Ouagadougou. La dénomination est passée de Comité Technique de Suivi (CTS) à Comité de Pilotage (CoPil) du fait de l'évolution des textes nationaux portant gestion des projets et programmes. Le rapport 2021 et le plan de travail et budget annuel 2022 ont été adoptés par cette instance de gouvernance du projet. Cependant, au vu du retard et des contraintes rencontrées dans la mise en œuvre de l'activité, la cible de 04 rencontres au cours de la vie du projet ne pourra pas être atteinte. Le format de l'activité et la cible seront donc revues dans le cadre de la révision du projet.</p>
<p>Activité 0.9. Evaluation (évaluation mi-parcours plus évaluation finale)</p>	<p>01 Etude</p>	<p>00</p>	<p>00</p>	<p>00%</p>	<p>Compte tenu du retard dans la mise en œuvre des actions du projet, le non-déblocage des fonds 2022 du projet et en concertation avec l'ambassade des pays Bas au Burkina, l'évaluation à mi-parcours a été reportée pour 2023. Elle sera désormais à la charge de l'ambassade, de même que l'évaluation finale du projet.</p>

Outcome1 : D'ici 2024, 14 000 élèves de 40 établissements du post-primaire et secondaire et 1 200 apprenantes de 10 CEFP de la zone d'intervention du projet ont amélioré leurs compétences sociales en termes d'éducation financière et de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre à travers l'utilisation de curriculums et d'outils pédagogiques améliorés

<p>Résultat 1.1 : 14 000 élèves de 40 établissements post primaire et secondaire et 1 200 apprenantes de 10 CEFP ont accès à une éducation sociale et financière et des compétences de vie courante</p>	<p>Activité 1.1.1 : Développer et/ou adapter le contenu des curricula d'éducation sociale et financière adaptés aux cibles de l'enseignement post primaire et secondaire sur la base d'un inventaire du matériel pédagogique disponible et approuvé au Burkina Faso</p>	1 Manuel développé	01	01	100%	<p>Le semestre écoulé a vu la finalisation et la validation du manuel pour le post-primaire et le secondaire avec les travaux d'un consultant désigné qui a travaillé sur le format et la mise en page des documents. Le contenu a été contextualisé lors d'ateliers par les équipes techniques du Ministère de l'éducation nationale en coordination avec les partenaires membres du consortium, afin de l'adapter au contexte et à l'environnement pédagogique du Burkina Faso. La mise en œuvre a commencé en novembre 2022 et des feedbacks sont attendus des acteurs chargés de l'implémentation sur le terrain et des partenaires techniques pour prise en compte lors d'un dernier atelier de réajustement.</p>
	<p>Activité 1.1.2 : Former 120 formateurs pour la mise en œuvre de l'approche Aflatoun pour les compétences de vie, sociale éducation et financière</p>	120 Formateurs	00	30 22H/ 08F	25.00 %	<p>La session de formation de l'année 2022 initialement planifiée pour le dernier trimestre (T4) n'a pas pu se tenir du fait de la contrainte budgétaire que le projet a connu au cours de l'année 2022. Les formations seront planifiées pour 2023. Certains des formateurs de la première cohorte (30) formée en 2021 ont assuré à la formation des deux groupes d'enseignants et facilitateurs (60) de l'activité suivante 2.1.3.</p>
	<p>Activité 1.1.3 Former 240 enseignants et facilitateurs (H/F) pour la mise en œuvre de l'approche Aflatoun dans les écoles pilotes</p>	240 Enseignants/facilitateurs	00	60 (41H/ 19F)	25%	<p>Les sessions de formation de l'année 2022 initialement planifiées pour le trimestre 4 de 2022 n'ont pas pu se tenir du fait de la contrainte budgétaire que le projet a connu au cours de l'année. Les formations seront planifiées pour 2023. Les enseignants et facilitateurs déjà formés en 2021 contribuent à la mise en œuvre de l'approche Aflatoun avec les 40 clubs des établissements pilotes depuis le dernier trimestre 2022.</p>
	<p>Activité 1.1.4 : Imprimer 1 200 manuels et mettre en œuvre le programme dans les écoles pilotes</p>	1200 manuels imprimés	200	200	16,66 %	<p>Avec la finalisation et la validation des contenus, 200 copies du manuel ont été imprimées et mises à la disposition des établissements pilotes pour l'animation des sessions de formation. Le nombre de 600 manuels à imprimer n'est pas atteint pour la période écoulée du fait de la contrainte budgétaire qu'a connu le projet au cours de l'année 2022.</p>

	<p>Activité 1.1.5 : Soutenir la réalisation d'activités d'éducation sociale et financière par les clubs qui seront mis en place dans les 40 écoles post primaires et secondaires</p>	<p>70 clubs (3200 membres)</p>	<p>50</p>	<p>50</p>	<p>71.42 %</p>	<p>Les 40 clubs ont été mis en place dans les 40 établissements post- primaires et secondaires et 10 autres dans les 10 centres de formation professionnelle mis en place par le projet. Dans les établissements post primaires, ces clubs sont composés de 50 bénéficiaires dont 10 garçons. Les clubs amazone dans les centres sont composés uniquement de filles au nombre de 40 (effectif des centres). La mise en place des clubs s'est accompagnée au dernier trimestre 2022 par d'un appui financier (200 000 CFA) pour leur fonctionnement et la mise en œuvre de leurs plans d'actions à partir du premier trimestre 2023.</p>
<p>Outcome2 : D'ici 2024, l'employabilité et l'accès à des revenus décents de 15 625 filles et femmes sont améliorées à travers la promotion d'une offre de formation professionnelle innovante utilisant l'approche Aflatoun et l'utilisation des TIC</p>						
<p>Résultat 2.1 : 5 700 filles et femmes dont 1 200 filles et femmes de 16 à 19 ans, qui sont exclues du système éducatif, 3 000 filles et femmes qui bénéficient d'un</p>	<p>Activité 2.1.1 : Développer et adapter des modules sur les compétences de vie courante, y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre l'éducation financière l'Entreprenariat, l'Employabilité et les DSSR</p>	<p>01 module développé</p>	<p>01</p>	<p>01</p>	<p>100%</p>	<p>2022 a vu la finalisation et la validation du manuel avec les travaux de révision et de mise en page du document. Le processus de révision et d'amélioration des contenus s'est basé sur les résultats des études précédentes. Cela a permis de développer et adapter un manuel aux besoins des interventions au niveau du non formel et de la formation professionnelle. Les contenus identifiés ont été contextualisés lors d'un atelier par les équipes techniques du Ministère de l'éducation nationale, le ministère en charge de la formation professionnelle en coordination avec les partenaires membres du consortium. La mise en œuvre a commencé en novembre 2022 et des feedbacks sont attendus des acteurs chargés de l'implémentation sur le terrain pour prise en compte lors d'un dernier atelier de réajustement.</p>
<p>apprentissage de métier et 1 500 femmes du secteur informel qui dont les compétences sont renforcées,</p>	<p>Activité 2.1.2 : Former 120 formateurs (H/F) pour la mise en œuvre de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre</p>	<p>120 formateurs</p>	<p>00</p>	<p>30 18H/ 12F</p>	<p>25%</p>	<p>A ce jour seulement 30 personnes (19H/11F) issues du consortium et des inspections et directions de l'enseignement non formel et professionnel ont été certifiés en 2021 en tant que maîtres formateurs en éducation sociale et financière. Ces 30 formateurs certifiés ont les compétences en matière d'éducation sociale et financière pour accompagner la mise en œuvre du projet. La formation de la cohorte 2022 initialement planifiée pour le dernier trimestre (T4) n'a pas pu se tenir. La formation des formateurs 2022 est reprogrammée pour mars 2023.</p>

<p>ont une meilleure insertion socioprofessionnelle</p>	<p>Activité 2.1.3 : Former 240 facilitateurs (H/F) intervenant dans les centres de formation pour la mise en œuvre de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre, l'éducation financière, l'Entreprenariat, l'Employabilité et DSSR</p>	<p>240 facilitateurs</p>	<p>30 (20H/10 F)</p>	<p>62 (38H/24F)</p>	<p>25.83 %</p>	<p>Courant le premier semestre de l'année 2022, une session de formation s'est déroulée du 16 au 18 juin 2022 à Loumbila au profit de 30 facilitateurs. La réalisation de cette session permet de porter le nombre de facilitateurs formés à 60 facilitateurs. Ces facilitateurs sont composés d'animateurs et animatrices de la vie scolaire, les animateurs des centres d'éducation et de formation professionnelle, des agents des directions techniques du ministère en charge de la jeunesse et les structures partenaires du CCEB-BF intervenant dans le domaine de la formation professionnelle. Les sessions de formations initialement planifiées pour l'année 2022 ont été reportées en 2023 du fait de la contrainte budgétaire. La tenue de ces sessions dépend de la tenue de la session de la formation des formateurs au 2.1.2.</p>
	<p>Activité 2.1.4 : Imprimer 1 200 manuels et mettre en œuvre le programme dans les centres de formation</p>	<p>1200 manuels imprimés</p>	<p>57</p>	<p>57</p>	<p>4.75%</p>	<p>En octobre 2022, compte tenu de la situation financière difficile, seulement 57 manuels ont été imprimés pour permettre aux centres de formation de réaliser les sessions d'animation. Chacun des centres de formation a reçu 2 exemplaires pour les sessions de formation des clubs.</p>

	<p>Activité 2.1.5 : Ouvrir les 10 nouveaux centres polyvalents d'éducation et de formation professionnelle (CEFP) en faveur de 1 200 (dont 300 filles déplacées internes) adolescentes exclues du système éducatif et de 1 500 filles et femmes de 19 à 35 ans du secteur informel</p>	<p>10 centres (1200 filles)</p>	<p>10 centres (388 filles)</p>	<p>10 centres (388 filles dont 34% de PDI)</p>	<p>32%</p>	<p>Au cours de l'année 2022, les 10 centres ont été effectivement mis en place et les activités de formation aux métiers ont pu être conduites en embouche ovine, en coiffure-esthétique, en saponification, en fabrication d'objets à base de perles au profit de 388 filles dont 133 personnes déplacée internes (34%), constituant la première cohorte. Par rapport à une cible de 400 filles à former, le taux de réalisation est de 97%.</p> <p>Les centres dont 05 ont été construits par le projet et les 05 autres dans des bâtiments d'emprunts équipés par le projet, sont repartis comme suit : Nord (02 centres à Ouahigouya), Centre Nord (02 centres à Kaya et 01 centre a Boulsa), Sahel (02 centres à Dori) et Est (02 à Fada et 01 à Gayéri). Les formations dans les différents centres ont été assurées par des formateurs et formatrices professionnelles identifiées en collaboration avec les directions régionales de la jeunesse et les partenaires locaux. L'ensemble des centres ont reçu les équipements et les matières d'œuvre nécessaires à la mise en œuvre des formations aux métiers. Les activités pédagogiques ont démarré avec l'alphabétisation. En plus des formations aux métiers, les bénéficiaires des centres ont bénéficié d'un renforcement de capacités en entrepreneuriat, gestion d'entreprise, leadership et développement personnel, usage des TIC pour la promotion de leurs activités, questions SSR et confection de serviettes hygiéniques réutilisables. On note aussi la mise en place des clubs amazones au niveau des centres. La mise en place de ces clubs vise à outiller les apprenantes à la réalisation de leur droit en améliorant leur connaissance sur la SSR et l'approche Aflatoun d'Education Sociale et financière.</p> <p>Sur la base des résultats de l'étude sur les métiers porteurs réalisée en 2021, 04 métiers (embouche ovine, coiffure esthétique, tissage à base de fil plastique et de perles, saponification) ont été retenus pour être développés dans les CEFP.</p> <p>Les curricula de formation de ces métiers ont été développés en partenariat avec l'agence nationale de formation professionnelle (ANFP).</p>
--	---	--	---------------------------------------	---	-------------------	---

	Activité 2.1.6 : Réaliser une étude sur les métiers porteurs et novateurs de la zone d'intervention	01 étude	00	01	100%	<p>Engagée dès le début du projet en 2021, l'étude sur les métiers porteurs a été finalisée. La restitution des résultats est intervenue en octobre 2021. En plus des 04 métiers dans les CEFP, 10 métiers pour les formations de courte durée chez les maitres artisans ont été identifiés. L'étude a aussi permis d'identifier des maitres artisans modèles dans les régions avec qui 04 micro films d'environ 13 min ont été réalisés sur leur parcours professionnel pour encourager les filles dans leur choix de métier et à l'entrepreneariat.</p>
	Activité 2.1.7 : Former 3 000 filles et femmes vulnérables de 19 à 35 ans pendant une courte durée à des métiers porteurs et novateurs dans la zone du projet	3000 filles/femmes	820	1370	45.66 %	<p>Pour le compte de 2022, 570 filles (300 autres filles dont 106 PDI soit 35.33% chez Solidar Suisse et 270 dont 91 PDI chez Educo) sont en cours de formation dans les ateliers de formation. En outre, 250 autres filles et femmes dont 87 PDI (34,8%) ont été identifiées et ont bénéficié de formation dans des métiers du secteur agrosylvopastoral (Maraichage, Embouche).</p> <p>Cette cohorte 2022 porte à un total de 1370 filles dont 499 PDI (36.42%) qui sont engagées dans le processus de formation de courte durée (Solidar : 1100 et Educo : 270). Le projet prévoit l'appui en équipements d'installation au profit de 60% des filles en fin de formation. Ce processus est toujours en cours car ralenti par la contrainte financière que le projet a connue en 2022. Elles étaient 550 filles et femmes dont 182 PDI (33.1%) en 2021 qui ont été formées (300 filles bénéficiaires dont 86 PDI soit 28,66% chez des maitres artisans et 250 filles et femmes dont 96 PDI soit 38,4% en embouche et aviculture). Les 250 filles et femmes ont été dotées en petits ruminants, volailles et autres matériels de production en maraichage.</p> <p>Ces filles et femmes bénéficiaires de la formation de courte durée chez les maitres artisans ont bénéficié, en plus des formations aux métiers, des sessions de renforcement de capacités en entrepreneariat, gestion d'entreprise, développement personnel et utilisation des TIC pour la promotion de leurs activités commerciales.</p> <p>Dans le cadre de la formation de ces bénéficiaires en 2022, 86 (Solidar 27+ Educo 59) nouveaux maîtres artisans dont 48 femmes ont été identifiés et formés sur les techniques pédagogiques, l'hygiène et la sécurité au travail. Ces formations de 2022 portent à 184 dont 108 femmes (58.69%), le nombre total de maitres artisans formés dans le cadre du projet de la mise en œuvre de cette approche de formation des jeunes filles auprès de maitres artisans.</p>

	<p>Activité 2.1.8 : Renforcer les capacités de 6 000 filles et des femmes du secteur informel à l'utilisation des TIC pour promouvoir leur activité commerciale</p>	<p>6 000 filles/femmes</p>	<p>1235</p>	<p>1235</p>	<p>20.58 %</p>	<p>L'année 2022 a connu le début effectif des sessions de renforcement de capacité des bénéficiaires du projet à l'usage des TIC pour la promotion de leurs activités. Assurée par l'association Yampukri, la formation a pu être délivrée dans les quatre régions du projet a touché 1235 filles et femmes bénéficiaires. Quelques contraintes rencontrées n'ont pas permis d'atteindre les objectifs initiaux (3000 bénéficiaires pour les années 2021 et 2022. Il s'agit du retard de démarrage en 2021, de l'inaccessibilité de certaines zones (Gayéri dans l'Est) du fait de l'insécurité, du statut (filles et femmes rurales, analphabètes, vulnérables, PDI) de certains bénéficiaires qui ne disposent pas des outils et dispositions nécessaires (pas de smartphones, pas d'accès à internet) à la formation et à l'usage des TIC. Dans le cadre de la révision du projet, la cible de cette activité va être révisée à la baisse.</p>
<p>Résultat 2.2 : 925 filles et femmes du secteur informel ont accès à une formation de qualité et des opportunités de diversification de leurs sources de revenus</p>	<p>Activité 2.2.1 : Permettre à 300 filles et femmes de 25 à 35 ans propriétaires d'entreprise dans le secteur informel de se professionnaliser dans leur secteur d'activité à travers un accompagnement ciblé.</p>	<p>300 filles/femmes</p>	<p>78</p>	<p>153</p>	<p>51%</p>	<p>78 filles et femmes évoluant dans le secteur informel ont été identifiées cette année et ont vu leurs capacités renforcées dans leurs domaines d'activités, à l'usage des TIC, en entrepreneuriat, développement personnel etc. Cela porte à 153 (2021 : 75 filles dont 19 PDI et 2022 : 78 filles dont 16 PDI) le nombre de bénéficiaires atteints pour cette activité. Le processus d'acquisition et de dotation en kits de renforcement au profit de ce groupe de bénéficiaires a été initié et exécuté en partie (Centre Nord et Nord). Le reste (Sahel et Est) se fera courant le premier trimestre 2023.</p>
	<p>Activité 2.2.2 : Faciliter la mise en place de 385 associations d'épargne pour l'amélioration des revenus de 9 625 filles et femmes</p>	<p>385 VSLA (9 625 filles et femmes)</p>	<p>270 VSLA (7 313 filles et femmes)</p>	<p>388 VSLA (10 823 filles et femmes)</p>	<p>100.78 %</p>	<p>Au terme de la deuxième année, 388 groupes VSLA ont été mis en place et dotés de kits VSLA (118 en 2021 et 270 en 2022). Ces 388 groupes regroupent 10823 filles et femmes dont 3443 PDI (31.81%) et mobilisent à la date du 31 décembre 2022 le montant de 251 519 365 FCFA d'épargne. 6 881 membres (53.59%) ont bénéficié de crédit pour un montant total de 103 820 000 FCFA (41.27%) pour le renforcement de leurs activités économiques. Sur les 388 groupes mis en place, 140 ont procédé au partage des parts au titre de l'année 2022. En plus de la formation des membres des groupes VSLA sur le principe du VSLA, ces dernières ont également vu leurs capacités renforcées sur l'entrepreneuriat et la communication parent-adolescent sur la sexualité.</p>

Outcome3 : D'ici 2024, il est rendu possible à 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle d'avoir une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive

<p>Résultat 3.1 : 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle ont une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive et bénéficient d'une protection contre les VBG (mariage des enfants,</p>	<p>Activité 3.1.1 : Former 200 agents des Services scolaires de santé (SSS) (H/F) et les conseillers d'éducation sur l'offre en Droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR)</p>	<p>200 agents</p>	<p>200</p>	<p>200</p>	<p>100%</p>	<p>200 Agents de Vie Scolaire (AVS) (dont 70 femmes) et 05 chefs de service de l'éducation inclusive (dont 04 femmes) ont été formés sur l'offre en Droits en santé sexuelle et reproductive (DSSR). Cette formation a été précédée de l'organisation d'un atelier d'élaboration des modules de formation inspirés du nouveau référentiel national sur l'Education à la vie familiale (EVF), a été d'abord organisé avec 10 personnes dont 1 femme (équipe de projet et partenaires locaux). Deux (02) modules de formation sont produits, l'un pour la formation des AVS et l'autre pour la formation des membres des clubs genre sensible (CGS). Les agents de vie scolaire assureront l'encadrement et l'accompagneront les clubs genre sensible dans la mise en œuvre des activités de sensibilisation dans les établissements cibles du projet.</p>
	<p>Activité 3.1.2 : Doter 200 établissements scolaires en supports de communication sur les DSSR</p>	<p>200 établissements scolaires</p>	<p>200</p>	<p>200</p>	<p>100%</p>	<p>Tous les établissements scolaires ciblés ont été dotés en supports de communication sur les DSSR composé de boîte à image et d'une clé USB de 32 Giga contenant des vidéos de sensibilisation telle que « Dire non franchement », « Poko, l'espoir d'une famille », « Les premières menstrues de Maria », « Les Aventures de Yasmine ». Ces supports ont été élaborée lors de trois ateliers organisés avec les acteurs de l'éducation et de la santé pour la validation afin d'adapter les images et les messages à la cible scolaire. Un prestataire a été retenu pour les impressions. Outre les supports de communication, chaque établissement scolaire a reçu des tee-shirts dont 50 pour membres des clubs, 1 pour l'AVS, 1 pour le responsable d'établissement et 5 pour l'appui des activités socioéducatives et culturelles de l'établissement.</p>

grossesses non désirées, etc.) avec le soutien des parents	<p>Activité 3.1.3 : Mettre en place 200 clubs genre sensibles dans 200 établissements post primaire et secondaire et 30 clubs Amazone dans 10 CEFP pour promouvoir des activités de sensibilisation (y inclus les références vers les centres de santé en cas de besoin (eg pour accéder aux méthodes PF) et développer les compétences sociales et financières des filles</p>	230 clubs	55	210	91.30 %	<p>Depuis le début du projet, 200 clubs genre sensible (CSG) ont été mis en place dont 155 en 2021 et 45 en 2022. Ces 200 clubs sont répartis à travers les 04 régions comme suit (80 clubs au Nord avec 4000 membres dont 3200 filles, 51 clubs au Centre Nord avec 2550 membres dont 2040 filles, 24 clubs au Sahel avec 1200 membres dont 960 filles et 45 clubs à l'Est avec 2250 membres dont 1800 filles). La formation des membres de ces clubs s'est déroulée au dernier trimestre de l'année 2022. 9 700 sur 10 000 membres des clubs genre sensible ont pris part à la formation des clubs genre sensible sur l'EVF. Au niveau des centres d'éducation et de formation professionnelle (CEFP), 10 clubs amazone ont été mis en place. Les clubs au niveau des centres de formation ont les mêmes effectifs que les centres (40 filles).</p>
	<p>Activité 3.1.4 : Former 208 enseignants et les conseillers d'éducation issus des 40 établissements post primaire et secondaire sur la SSRAJ</p>	208 enseignants/conseillers	00	00	00%	<p>La réalisation de cette activité était conditionnée par la finalisation des fiches pédagogiques après l'adoption du document national d'orientation de l'éducation à la vie familiale (DNO-EVF). Les fiches pédagogiques n'ayant pas pu être finalisées, cette activité n'a pas connu de mise en œuvre. Cette activité sera retirée dans le cadre de la révision du projet et le budget réorienté vers d'autres actions.</p>
	<p>Activité 3.1.5 : Former de 320 points focaux adolescents(es) et jeunes dans les points de prestation (CM/CSPS)</p>	320 points focaux	174	318	99,37 %	<p>174 points focaux des formations sanitaires des districts sanitaires de Boussouma (24), Kaya (24), Tougouri (18), Dori (30), Yako (52) et Séguénéga (26) ont bénéficié d'un renforcement de capacités sur la SSRAJ et l'approche transformative genre. Cela porte le nombre total de points focaux formés à 318 (99.37%).</p>

	Activité 3.1.6 : Appuyer les points focaux formés pour la sensibilisation de la communauté pour le changement de comportement favorable	160 CSPS (33 992 hommes)	160 CSPS (9 970 personnes touchées)	160 CSPS (24 512 personnes touchées)	72,11 %	Après la formation des points focaux, les 160 CSPS ont bénéficié cette année d'appuis financiers (6400000 FCFA) pour la conduite des activités de sensibilisation des communautés sur les questions de la Santé Sexuelle et de Reproduction. Les thématiques abordées sont entre autres : les conséquences des rapports sexuels précoces ; les grossesses non désirées ; les IST/VIH/SIDA ; la consommation des substances psychoactives ; la faible fréquentation des services de santé par les adolescents/jeunes ; le dialogue parent-adolescent en matière de sexualité. Pour une cible initiale de 11 360 personnes , les séances de sensibilisations conduites dans les 160 CSPS par les 320 points focaux ont permis de toucher 24 512 personnes touchées (10 291 hommes et 14 221 femmes) .
	Activité 3.1.7 : Distribuer des kits de gestion hygiénique des menstrues à 10 000 filles	10000 filles	2650	5000	50%	Durant le premier semestre de l'année 2022, 2650 kits GHM ont été acquis et distribués aux jeunes filles des 200 établissements cibles du projet et les bénéficiaires des 10 centres de formation professionnelle. Cela porte à 5000 (2350 en 2021 et 2650 en 2022) le nombre de filles bénéficiaires des kits de gestion hygiénique distribués depuis le début du projet. 376 apprenantes des CEFP ont également été formées sur la confection des serviettes hygiéniques réutilisables à base de matériaux locaux (tissus). Les formations conduites par un prestataire spécialisé ont permis de renforcer les capacités des filles sur les questions de la santé sexuelle et reproductive.

Outcome4 : D'ici 2024, les acteurs locaux et nationaux concernés connaissent le projet, recherchent activement des synergies, intègrent et répliquent au moins une bonne pratique PROMESSE-FP

<p>Résultat 4.1 : Des études de cas et des capitalisations des bonnes pratiques PROMESSES-FP sont produites et diffusées au niveau national et mises à disposition des acteurs et réseaux concernés</p>	<p>Activité 4.1.1: Produire et diffuser des études de cas, des capitalisations de bonnes pratiques au Burkina Faso</p>	<p>N/A</p>	<p>N/A</p>	<p>En cours</p>	<p>N/A</p>	<p>Le processus de capitalisation est engagé au niveau de chacun des membres du consortium :</p> <p>Au niveau de Solidar Suisse, un atelier sur le processus de capitalisation a été organisé au début d'année 2022 avec les différents acteurs pour une meilleure compréhension des approches à capitaliser et améliorer la planification pour garantir la disponibilité de toutes les informations nécessaires sur les différentes approches. Un canevas de collecte des études de cas a été adopté lors de la première rencontre trimestrielle 2022 des membres du consortium par les acteurs du projet. Après la première édition produite en 2021 qui présentait le projet, ses objectifs, axes d'intervention et approches promues, l'édition n°2 du "journal PROMESSE-FP" a été engagé et va présenter quelques résultats déjà obtenus. La contrainte financière en fin d'année 2022 n'a permis l'aboutissement de ce dossier.</p> <p>Avec Aflatoun, le processus de recrutement d'une structure comme partenaire de recherche qui réalisera des études de cas sur l'approche Aflatoun est également achevé. Il s'agit du African Center for Higher Studies in Management / Centre Africain d'Etudes Supérieures en Gestion (CESAG). Les études de cas serviront à capitaliser les bonnes pratiques tout au long de l'exécution du projet. Le plan et l'approche de travail ont été validé mais la contrainte financière qu'a connu le projet n'a pas permis d'aller plus loin. Maintenant que les fonds ont été reçus et que le projet va se poursuivre, le CESAG et Aflatoun se réuniront pour discuter des prochaines étapes et convenir des résultats attendus pour l'année 2023.</p> <p>A Educo, 1 atelier d'harmonisation du processus et des outils de capitalisation a été réalisé. 07 personnes ont pris part à cet atelier. Les livrables obtenus sont entre l'identification des objets de capitalisation et un chronogramme de capitalisation. Trois (3) histoires de vie et une (1) bonne pratique a été documentées au cours trimestre.</p>
--	---	------------	------------	-----------------	------------	---

<p>Résultat 4.2 : Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales et le Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi au Burkina Faso intègrent l'éducation aux Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et</p>	<p>Activité 4.2.1 : Organiser des ateliers d'Orientation sur Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR pour les Ministères en charge de l'éducation et formation professionnelle</p>	<p>03 ateliers</p>	<p>01</p>	<p>01</p>	<p>33%</p>	<p>Le premier atelier d'orientation pour l'intégration de l'approche Aflatoun dans les curricula a été organisé du 14 au 16 mars 2022. Cette première étape de mise en œuvre qui vise essentiellement les programmes d'enseignement secondaire général, technique et professionnel a été animée par une équipe d'experts en intégration et en formation qui ont présenté une orientation globale sur l'éducation financière, ainsi que sur les mécanismes et l'approche d'intégration nationale. Il s'agissait de présenter une orientation globale sur l'éducation financière, ainsi que sur les mécanismes et l'approche d'intégration nationale. Les résultats de l'atelier ont été principalement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Lancement de la série d'efforts et d'activités d'intégration nationale dans le cadre du projet PROMESSE avec les structures nationales et les membres du consortium au Burkina Faso ; - Familiarisation des structures avec le concept d'éducation sociale et financière - Familiarisation des structures présentes avec le mécanisme et les modes d'intégration de l'éducation sociale et financière. <p>En total, 32 participants (25H/7F) ont participé à cet atelier et à la série suivante de travaux sur l'intégration nationale. Cet atelier est le premier d'une longue série de pratiques et événements collaboratifs afin d'intégrer stratégiquement des modules d'éducation sociale et financière dans les curricula nationaux de l'enseignement post-primaire, secondaire et professionnels d'ici la fin du projet.</p>
---	--	---------------------------	------------------	------------------	-------------------	--

<p>les DSSR dans les curricula nationaux</p>	<p>Activité 4.2.2 : Organiser des ateliers d'Intégration des Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR dans les curricula de l'enseignement formel, non-formel et professionnel</p>	<p>08 ateliers</p>	<p>02</p>	<p>02</p>	<p>25%</p>	<p>Cette année 2022 a vu le lancement effectif du processus d'intégration de l'Education Sociale et financière dans les curricula d'enseignement formel et du non formel. Au total deux ateliers techniques d'intégration ont pu être organisés.</p> <p>Le premier atelier d'intégration a regroupé 32 participants (25H / 7F) des ministères en charge de l'éducation et de la formation professionnelle. Il a permis de réaliser une revue analytique des thèmes et programmes de l'éducation sociale et financière dans l'enseignement secondaire général, technique et professionnel par niveau (cadre pédagogique ou d'apprentissage), en reflétant ce travail sur les besoins et le contexte local. Cet atelier a aussi permis de discuter de l'ensemble des faiblesses et des opportunités des différents types d'intégration, afin de présenter des recommandations et de définir le processus de l'intégration au Burkina Faso. Une des recommandations a abouti à la mise en place d'un comité national de suivi du processus d'intégration (CNSI) de l'éducation sociale et financière dans les curricula nationaux, dont le bon fonctionnement assurera une visibilité aux différentes actions d'éducation sociale et financière sur le terrain et le développement organique durable du processus d'intégration depuis le système.</p> <p>Le deuxième atelier technique a impliqué les membres du Comité Nationale⁵ de Suivi de l'Intégration de l'ESF ainsi que les principaux acteurs des structures nationales au Burkina Faso. Les participants ont repris le travail terminé lors du premier atelier en mars, en avançant dans une direction unie vers l'infusion des modules d'éducation sociale et financière dans les curricula nationaux pour les différents ordres d'enseignement. L'échange d'expertise et de notions au cours des discussions collectives a permis la production de cartographies et de cadres pédagogiques bien élaborés et holistiques pour l'infusion des modules en termes de thématiques, compétences, leçons et disciplines dans les curricula nationaux à 3 niveaux différents : préscolaire et primaire – post-primaire et secondaire – Formation professionnelle. Au terme de l'atelier, la liste finale des thèmes d'éducation financière pour l'enseignement secondaire est arrêtée, les cadres pédagogiques et objectifs d'apprentissage sont conçus, les disciplines d'accueil de l'éducation financière sont clairement identifiées et soumises à</p>
--	---	---------------------------	------------------	------------------	-------------------	---



⁵ Le CNSI est composé de 10 membres représentant les structures clés impliquées dans le processus d'intégration de l'ESF dans les curricula d'enseignement et de formation professionnelle

					validation et quelques séquences pédagogiques de l'éducation financière sont conçues.	
	<p>Activité 4.2.3 : Organiser des Formations de formateurs nationaux en éducation sur Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR</p>	<p>08 ateliers (240 formateurs)</p>	<p>02 ateliers</p>	<p>02 ateliers (50 formateurs)</p>	<p>25%</p>	<p>Après les ateliers d'orientation et d'intégration, des modules d'éducation sociale et financière dans les systèmes nationaux, 02 sessions de formation de formateurs ont été animées pour assurer une expertise nationale en éducation sociale et financière afin d'accompagner la mise en œuvre du projet et intégrer correctement les thèmes de PROMESSE-FP au niveau des curricula nationaux de (1) l'éducation formelle post-primaire et secondaire ainsi que (2) l'éducation informelle, professionnelle et technique. Ces formations ont permis de certifier 50 maîtres formateurs/acteurs nationaux (38H/12F) composé d'inspecteurs, équipes techniques au sein des structures nationales et pédagogiques de l'éducation formelle et de la formation professionnelle, promoteurs de la finance inclusive au Burkina Faso. La suite de la formation des formateurs a été mise en suspens en raison du manque de fonds tout au long de l'année.</p>

	<p>Activité 4.2.4 : Mener des concertations avec les acteurs étatiques pour l'appropriation et le cadrage politique des objectifs du programme</p>	04	02	02	50%	<p>Dans le but de promouvoir les objectifs du programme, les stratégies de mise en œuvre et les attentes vis-à-vis des différents responsables des services techniques de l'état, un mapping acteurs clés du secteur de l'éducation, de la formation professionnelle et des finances a été réalisé. Cela a permis d'entamer les concertations sont engagées sous formes d'audience et de rencontre d'échanges avec ces acteurs.</p> <p>La participation de représentants du projet PROMESSE-FP aux ateliers d'élaboration des modules de l'Education à la Vie Familiale (EVF) a permis la prise en compte de l'approche d'éducation sociale et financière (ESF) telle que promue par le projet (approche Aflatoun) dans ce d'être intégrée dans l'EVF. En effet, l'approche Aflatoun a été identifiée comme pédagogie de mise en œuvre de l'ESF. Les fiches pédagogiques des leçons de l'EVF sont inspirées des fiches pédagogiques Aflatoun.</p> <p>Le document de l'EVF a été validé au plan national au mois de Mai 2022. Désormais, il sert de référentiel national pour toute intervention qui a trait à l'EVF.</p> <p>Le 6 décembre, une audience a eu lieu avec le directeur général de l'Institut de formation des personnels de l'éducation pour plaider en faveur de l'intégration de l'ESF dans la formation initiale. La requête a été accueillie favorablement. L'équipe a bien apprécié le programme et a émis le souhait d'être formée afin de pouvoir être opérationnelle au sein de leur institut de formation.</p>
	<p>Activité 4.2.5 : Mener des activités d'information/sensibilisation sur l'éducation financière dans les zones d'intervention du programme et au niveau national</p>	04	02	02	50%	<p>Dans le cadre des actions de sensibilisation et d'information de proximité au profit des acteurs, les différents ateliers sur l'intégration de l'ESF et les sessions de formations sur l'ESF ont bénéficié d'une couverture médiatique à travers les médias (Radio, télé et presse écrite et en ligne).</p> <p>Des activités de sensibilisation et d'information, ainsi que des émissions radios et télévisées ont menées par les membres du comité national de suivi de l'intégration. Des actions de plaidoyer sont menées auprès du Ministère Enseignement National de l'Alphabétisation et de la Promotion des langues Nationales (MENAPLN) et celui du Sports de la Jeunesse et de l'Emploi (MSJE). Toutes ces actions contribuent à la diffusion d'information sur l'éducation sociale et financière au niveau national.</p>

ANNEX 3 IMAGES DE RÉALISATIONS D'ACTIVITÉS



Initiation des filles et femmes bénéficiaires du projet à l'usage des TIC pour la promotion de leurs activités commerciales

Des apprenantes dans un centre au cours de la formation en coiffure-esthétique





Un des cinq nouveaux centres construits dans le cadre du projet (ici celui de Dori dans la région du Sahel, 10 juin 2022)



Des apprenantes de centres au cours de la session de formation sur la confection de serviettes de GHM



Une coupure de presse sur la tenue de la session du comité de pilotage



Première session du comité de pilotage du projet (Photo du Présidium)

<https://lefaso.net/spip.php?article114411>



Ateliers d'Intégration de l'Education Sociale et financière dans les curricula, Mars 2022



Fada N'Gourma, Est



Dori, Sahel

Des apprenantes pendant et après la formation en saponification dans les centres d'éducation et de formation professionnelle

Formation de courte durée : des apprenantes en mécanique 2 roues dans un atelier à Dori



Remise de deux ovins d'embouche à une femme bénéficiaire du projet à Dori

ANNEX 4 – JOURNAL DES RISQUES

#	Risk description	Impact	Risk type	Risk rating	Mitigating measures	Risk owner
1	Politique de l'organisation en matière de lutte contre la fraude et la corruption	Insuffisance dans la gestion administrative et financière résultant en un conflit avec le bailleur	Gestion financière	Faible	Formation des responsables des associations/ONG partenaires et leurs gestionnaires sur les outils de gestion Signature de la politique antifraude par les partenaires Suivi budgétaire trimestriel des partenaires par l'administration	Micheline Ouamega
2	Non-respect des délais de rapportage du projet	conflit avec le Bailleur	Respect des engagements	Faible	Respect rigoureux des périodicités planifiées dans le cadre de suivi des indicateurs Rappels réguliers des parties prenantes	Micheline Ouamega
3	Vol ou détournement des actifs liquides	Conflit avec le bailleur	Financier	Moyen	Utilisation des fiches de gestion de stocks et des listes d'inventaire actualisées chaque année Formation spécifique à la sécurité des fonds Mise place de mesures anti-franchissement et anti intrusion	Micheline Ouamega
4	Fraude liée au personnel (abus des systèmes d'indemnités, falsification des feuilles de présence et personnel fictif sur la liste de paie)	Conflit avec le bailleur	Economic	Moyen	Utilisation de clé de répartition du personnel et utilisation de time sheets en fonction de cette clé de répartition	Micheline Ouamega
5	Difficultés des partenaires locaux à mettre en œuvre les activités	Retards dans la mise en œuvre des activités et inefficience du projet	Social	Faible	Sélection rigoureuse des acteurs locaux de mise en œuvre Renforcement des équipes projet des partenaires locaux	Micheline Ouamega

6	Faible engagement des jeunes filles et femmes bénéficiaires	La non-motivation des bénéficiaires du projet peut être un obstacle à l'atteinte des effets du projet	Social	Moyen	Implication des bénéficiaires dans la conception et la mise en œuvre du projet. Implication des organisations locales pour le ciblage des bénéficiaires du projet	Micheline Ouamega
7	Faible appropriation du projet par le Gouvernement et les parties prenantes locales	Retard dans la mise en œuvre des activités Faible/non implication des acteurs de l'éducation et de la formation professionnelle ; Faible/non implication des entreprises pour la formation professionnelle	Social	Moyen	L'arrimage du projet aux politiques nationales, sectorielles et locales va permettre une meilleure adhésion des acteurs Rencontre des acteurs du projet avec les parties prenantes dès le début du projet	Micheline Ouamega
8	Refus des conjoint ou des parents que leur femme, filles cibles du projet, participe aux formations organisées par le projet	Non-participation des filles et femmes aux activités du projet	Social	Faible	L'approche transformative de genre sera utilisée dans le projet. C'est dire que les parents et les maris seront pris en considération dans les sensibilisations pour favoriser une meilleure participation des filles et des femmes L'équipe du projet sera formée sur l'approche transformative de genre pour une meilleure mise en œuvre de l'approche	Micheline Ouamega
9	Grève des enseignants	Les écoles cibles du projet sont fermées et les activités ne peuvent pas y avoir lieu Retard dans la mise en œuvre de certaines activités liées aux écoles	Social	Moyen	Révision du planning des activités pour l'adapter à la situation Réduction des actions du projet dans les établissements (200 à 40)	Micheline Ouamega
10	Instabilité politique liée aux élections de sorties de transition en 2024	Retard dans la mise en œuvre de certaines activités Limitation d'accès des équipes aux zones d'intervention Arrêt des activités du projet	Political	Moyen	Suivi constant de la situation politico sécuritaire afin de revoir la stratégie d'intervention si besoin. Réorganisation des activités afin de s'adapter à la période trouble Tous les acteurs du projet seront sensibilisés sur le caractère impartial/apolitique du projet	Micheline Ouamega
11	Détérioration de la cohésion sociale dans la zone du projet	Les écoles cibles du projet sont fermées et les activités ne peuvent pas y avoir lieu Retard dans la mise en œuvre de certaines activités liées aux écoles	Security	Moyen	Révision du planning des activités pour l'adapter à la situation	Micheline Ouamega
12	Persistance de la crise sanitaire liée au COVID-19	Démultiplication des cas de contamination Restriction dans les déplacements et la tenue des rencontres Nouvelle fermeture prolongée des établissements scolaire et de centres de formation, confinement total	Sanitaire/Social	Faible	Les activités se tiendront dans le strict respect des mesures barrières En cas recrudescence de la pandémie une révision du calendrier de mise en œuvre du projet sera réalisée en tenant compte des	Micheline Ouamega

					changements au niveau du calendrier scolaire et de formation professionnelle	
13	Accroissement des menaces des groupes armés dans la zone du projet	Limitation des sorties terrain pour le suivi des activités par le personnel projet Des localités de mise en œuvre du projet isolées et inaccessibles Arrêt de la mise en œuvre du projet Non atteinte des cibles du projet à cause de la fermeture de certaines écoles et les déplacements des populations	Security	Moyen	Utilisation des relais communautaires, les services techniques locaux (CSPS par exemple) Renforcement des rôles et capacités des partenaires locaux dans la mise en œuvre du projet Suivi régulier des conseils en matière de sécurité des structures onusiennes Adaptation trimestrielle des plans locaux de sécurité des membres du consortium Utilisation des TIC pour le suivi et la collecte des données	Micheline Ouamega
14	Conflit de leadership entre l'ANPE et l'ANFP dans le cadre de la mise en œuvre des activités de formations professionnelle	Retard dans la mise en œuvre Lourdeur bureaucratique entre les structures Boycotte des activités du projet	Institutionell	Faible	Respecter les attributions de chaque agence	Micheline Ouamega
15	La clôture du processus de relecture des curricula au niveau du Ministère avant que le projet ne puisse faire prendre en compte ses innovations	Non prise en compte des approches promues par le projet par le MENAPLN Non intégration des approches du projet dans les curricula	Political	Faible	Profiter des assises nationales sur l'éducation pour demander une prise en compte des nouvelles approches Aller avec l'approche par infusion ou par discipline	Micheline Ouamega
16	Instabilité socio-politique du pays (Mouvement sociopolitique du fait du manque d'amélioration de la situation sécuritaire ou de la gouvernance)	Soulèvement des populations contre les autorités de la transition Coup d'Etat Remaniement ministériel et changement de certains acteurs Suspension des financements du projet	Political	Moyen	Suivi avec attention de l'évolution du contexte sociopolitique Continuer à sensibiliser les acteurs sur les actions du projet pour leur adhésion et accompagnement Communiquer régulièrement avec la bailleur sur l'impact de la situation sociopolitique sur le projet	Micheline Ouamega

17	Fréquents changements des responsables au niveau des ministères de tutelle	Non tenue des comités techniques de suivi Non-participation de certaines directions centrales et régionales Retard de mise en œuvre de certaines actions du projet	Political	Moyen	Rencontre de présentation du projet aux nouvelles autorités Continuer à sensibiliser les acteurs sur les actions du projet pour leur adhésion et accompagnement Révision de la stratégie ou du format de la mise en œuvre de certaines activités en lien avec les structures de tutelles	Micheline Ouamega
----	--	--	-----------	-------	--	-------------------